

Burundi : la campagne référendaire sur la Constitution démarre dans la sérénité

@rib News, 02/05/2018 à 14h00 Source Xinhua La campagne référendaire sur le projet d'amendement constitutionnel a démarré mercredi sur la quasi-totalité du territoire burundais dans la soirée, ont rapporté à Bujumbura des radios burundaises publiques et privées citant leurs envoyés spéciaux dans les provinces de l'intérieur du pays particulièrement celle ouverte dans la commune de Bugendana en province de Gitega (centre).

Le 23 avril dernier, le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a déclaré que la campagne électorale pour le scrutin référendaire sur le projet d'amendement constitutionnel prévu le 17 mai prochain, est prévue du 1er au 14 mai 2018 où les Burundais en âge de voter vont se prononcer pour un "oui" ou un "non" vis-à-vis de ce projet. Si le projet est adopté le 17 mai prochain, le Burundi se dotera d'une nouvelle constitution dont les innovations fondamentales comprendront notamment le passage à un mandat présidentiel de sept ans renouvelable une fois au lieu de cinq aujourd'hui, la création d'un poste de Premier ministre, et l'adhésion au calendrier budgétaire en vogue dans les cinq autres pays de la Communauté Est-Africaine (CEA). Dans la commune de Bugendana, le secrétaire général du Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD ; 1er parti au pouvoir), Evariste Ndayishimiye, a lancé la campagne référendaire, en présence de Pierre Nkurunziza, chef d'Etat burundais et président du Conseil des Sages du CNDD-FDD, instance suprême du parti. Le lancement de la campagne référendaire du CNDD-FDD dans la commune Bugendana s'est déroulé dans une "ambiance paisible et calme", a insisté l'envoyé spécial de la radio burundaise privée Isanganiro, en soulignant que les encadreurs et les participants de cette campagne du parti présidentiel ont la consigne politique donnée est celle d'appeler à voter "oui" au prochain scrutin référendaire, l'ont fait "avec sérénité". En province de Ngozi (nord) au stade Muremera située au chef-lieu de cette province, la campagne électorale d'une coalition politique dénommée "Amizero y'Abarundi" (en français : "Espoir des Burundais") présidée par le 1er vice-président de l'Assemblée nationale, Agathon Rwasa, se réclamant de l'opposition parlementaire, a elle aussi, débuté dans la paix et la sérénité. Les différents envoyés des médias locaux, radiophoniques et écrits, ont rap- Ngozi, les militants de cette coalition présidée par M. Rwsa portaient des insignes appelant à voter "non". Pour sa part, dans un point de presse tenu mercredi à Bujumbura, le président d'une formation politique extra-parlementaire dénommée "Union pour la Paix et le Développement" (UPD), Abdul Kassim, a appelé les militants à voter "oui" au prochain référendum constitutionnel. "Le projet de nouvelle constitution burundaise est salubre en ce sens qu'il promeut la démocratie au Burundi à travers la mise en place d'un poste de Premier Ministre portant la prérogative de chef du gouvernement et qu'il pourrait contribuer à mettre fin aux dissensions politiques au sein des formations politiques qui les ont fragilisés jusque maintenant", a-t-il expliqué. La présence renforcée des forces de défense et de sécurité au cours de l'ouverture de cette campagne électorale, pourraient, selon les envoyés spéciaux des médias locaux, "fortement avoir contribué" au lancement apaisé de cette propagande électorale dans la perspective du scrutin référendaire du 17 mai prochain. Les évêques de l'Église catholique du Burundi ont invité mercredi les Burundais à voter dans la paix et dans liberté. "Etant donné que nous sommes dans la voie démocratique que notre pays a empruntée, et que le vote a le dernier mot (...), il ne reste plus qu'à souhaiter que le référendum se fasse dans la paix et dans la liberté, et que sans pression aucune, les Burundais votent librement oui ou non", a déclaré dans un communiqué de presse Joachim Ntahondereye, évêque de Muyinga et président de la Conférence des Évêques catholiques du Burundi. "Si le +oui+ remporte, nous serons régis par la nouvelle constitution et si le +non+ remporte, nous garderons celle qui nous régit actuellement", ont martelé les évêques. Ils ont déploré les divisions qui se sont manifestées au sein des partis politiques, au sein de la société civile et au sein des organes dirigeants du pays, et regretté que des efforts de dialogue qui devraient rapprocher les Burundais n'aient pas abouti tous. Considérant que "le processus démocratique est mis à l'épreuve depuis 2015" d'une part, et que, d'autre part, "un sursaut de conscience s'impose pour que nous reprenions tous à donner la priorité au bien de notre pays", les évêques reconnaissent que "la démocratie est un processus auquel on s'habitue petit à petit". Dans de telles circonstances, "ce qui importe, c'est que les Burundais restent unis, se soucient de sauvegarder la paix et qu'ils cherchent à faire progresser la démocratie", selon eux.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});